

Conférence organisée par
le **Club IES** de l'AAE IAE de Paris, et l'**ACEDS**



IRAN

Entre fantômes et réalités
Animé par François Nicoullaud



Plus de 90 inscrits



De g à d : Jérôme Bondu (Pdt du Club IES), François Nicoullaud (conférencier), Guy Corre (Pdt de l'ACEDS)

THEME

Parmi les pays qui se retrouvent régulièrement sur le devant de la scène internationale, l'Iran est sûrement l'un des moins bien connus. Les paradoxes sont multiples : l'Iran est un pays d'Orient mais dont le nom signifie « pays des Ariens » ; pays d'une civilisation plurimillénaire mais qui a connu récemment une révolution d'une violence inouïe ; pays musulman mais d'une branche distincte (et rivale) du sunnisme ; pays dont les richesses pétrolières et gazières sont indispensables mais mis au ban des nations pour le terrorisme, et pour vouloir se doter de l'arme atomique...

Cette conférence a voulu dissiper les fantômes pour mieux saisir la réalité.

INTERVENANT

François Nicoullaud, ancien diplomate, a été en poste à l'ONU, au Chili, à Berlin, à Bombay et ambassadeur en Hongrie et en Iran (2001-2005). Il a travaillé à Paris sur les questions de non-prolifération nucléaire, ainsi que sur les questions de coopération culturelle et d'aide au développement. Il a également exercé au ministère de l'intérieur et au ministère de la défense. Il est aujourd'hui président de l'association Français du Monde-ADFE, qui défend les intérêts des Français à l'étranger.

Présentation de l'ACEDS

L'ACEDS (Association des Anciens Auditeurs du Centre d'Etudes Diplomatiques et Stratégiques) est une association loi 1901 qui a pour but de prolonger les liens privilégiés tissés entre les anciens auditeurs des sessions du cycle d'enseignement diplomatique supérieur, créé à Paris en 1986, par Monsieur Pascal Chaigneau, professeur des Universités et Avocat international.

L'ACEDS regroupe près de 1600 anciens auditeurs, en France mais aussi dans près de cent vingt de pays. Elle contribue par son action permanente à l'animation de ce vaste réseau mondial au service de la francophonie et de la culture universelle.

En fonction du recrutement international et de la formation dispensée au CEDS, beaucoup de membres sont diplomates, hauts-fonctionnaires, officiers supérieurs ou chefs d'entreprise.

L'association est présidée par Guy Corre www.aceds.fr

Présentation du Club IES

Le Club IES est un club professionnel de l'Association des Anciens Elèves de l'IAE de Paris. Le Club, qui ouvre ses portes aux extérieurs (non IAE) a pour vocation à réfléchir sur le rôle de l'information comme facteur de compétitivité pour les entreprises et organisations.

Créé en 2000 par Jérôme Bondu, le Club IES a organisé plus de 70 conférences et réunions de travail, et a accueillis plus de 4000 inscrits.

Les prochaines conférences traiteront des thèmes suivants :

- L'intelligence économique et des TIC. Animé par Renaud Finaz de Villaine, Directeur Marketing & Communication de Micropole-Univers. Lundi 9 mars 2009.
- Le développement de l'intelligence économique au Maroc. Animé par Abdelmalek Alaoui, fondateur de Global Intelligence Partners. Mardi 7 avril.
- Comment mener une veille commerciale, pour détecter leads et prospects ? Prévu en mai.
- Intelligence économique et développement durable. Prévu en juin.

Ces manifestations à venir (ainsi que les comptes rendus des conférences précédentes) sont présentées sur le Blog Inter-Ligere www.inter-ligere.net

Les inscriptions se font à partir du site de l'AAE IAE, rubrique agenda www.iae-paris.org

Introduction

De retour d'exil de Neauphle-le-Château, où il était resté seulement 4 mois, l'imam Khomeyni rencontre à Téhéran une foule de plusieurs millions de personnes, pleine de ferveur à son égard. Alors qu'un journaliste demandait au nouvel homme fort du régime ce qu'il ressentait, ce dernier aurait répondu d'un mot laconique : « Rien ! »

Cette histoire (ou légende) illustre plusieurs choses : d'abord le caractère impassible et « bien trempé » du guide de la révolution islamique. Ensuite, le flou dans lequel allait être la communauté internationale concernant cette révolution.

Avec le temps, une image de l'Iran s'est construite dans la conscience collective occidentale.

Quand on parle de l'Iran, des termes caricaturaux surgissent inmanquablement : le « fanatisme religieux », ou sa variante de « fascisme religieux », « la politique terroriste », « l'Iran veut détruire Israël », ...

Toujours selon les médias, on a l'impression que la révolte gronde, portée le plus souvent par les étudiants, ou les femmes, et dont les manifestations sont toujours très brutalement réprimées.

A la lumière des blogs d'opposants, en Iran ou en exil, on peut avoir le sentiment qu'une population frémissante est prête à faire une nouvelle révolution.

« Cette image n'est pas la bonne » nous dira M. l'ambassadeur. Pour autant, ajoute-t-il, « il serait trop facile de dire qu'elle est caricaturale ».

L'intervention de M. Nicoulaud a justement pour objectif de **faire la différence entre le fantasme et la réalité.**

Ce faisant, nous sommes tout à fait en concordance avec les principes de l'intelligence économique qui sont de gratter la surface de la réalité pour trouver les éléments réels en profondeur.

La révolution

La révolution iranienne n'a pas été qu'un coup de force, qu'une querelle de palais, ou un putsch, mais une vraie révolution, à l'instar de la révolution française ou la révolution bolchévique de 1917.

Une étude des différentes phases des événements permet d'y détecter « le **cycle révolutionnaire** » observé dans les autres grandes révolutions qu'a connu le monde. Si cela n'est en rien une caution, cela permet de mettre en perspective les événements, notamment les inévitables débordements.

L'intervenant a pris trois exemples.

Premier exemple : la prise de l'ambassade américaine peut être assimilée – du moins dans l'imaginaire iranien - à la prise de la Bastille. Il s'agissait de réduire le symbole de leur oppression. L'ambassade avait cristallisé l'ingérence américaine, matérialisée par la chute du gouvernement de Mossadegh. Le lieu était d'ailleurs appelée (et est toujours appelée) le « nid d'espions » en référence aux agents de la CIA qui y avaient joué un rôle actif dans le renversement du Premier ministre en 1953.

La prise de l'ambassade n'était pas une idée de Khomeyni ! Cela a été un mouvement populaire. D'ailleurs, quand le guide de la révolution a appris ce fait d'arme, il s'y est d'abord opposé. Il avait donné l'ordre de chasser les « étudiants ». Mais, en fin politique, il a vite compris qu'il ne pouvait contrer cette aspiration populaire, et a fini par s'y rallier. Cette prise d'otage s'est installée dans le temps (444 jours), et a fini par devenir une sorte de « tabou ». Aucun politique n'osait réclamer la libération des otages, « par peur de voir sa carrière brisée ».

Seconde correspondance : comme toutes les révolutions, le mouvement en place a voulu exporter son modèle de par le monde. Son bras armé a été le Hezbollah.

Mais cette volonté a été contrée par une guerre extérieure, celle d'Irak.

D'ailleurs, objectivement, tout le monde reconnaît que Saddam Hussein a été l'agresseur (certainement poussé par les USA). Cette agression a eu pour effet de solidariser toute la population avec le régime, qui devenait ainsi le défenseur de l'honneur et de l'intégrité du pays. On comprend mieux que Khomeyni ait dit de cette guerre qu'elle ait été une « bénédiction ».

Troisième point, cette révolution est entrée dans sa phase d'apaisement. Le régime (si l'on reprend une expression utilisée pour la révolution française) est entré dans sa « phase thermidorienne ». La période paroxysmique est passée, et les révolutionnaires sont devenus gestionnaires d'un nouvel Etat.

L'équilibre démocratique

L'Etat iranien n'est pas un Etat totalitaire, même s'il en a des caractéristiques. La encore, trois exemples :

D'abord, chaque élection a son lot de surprise. L'élection du réformateur Mohammad Khatami a surpris tout le monde. De même que l'élection d'Ahmadinejad. Le maire de Téhéran a su jouer habilement sur un des ressorts populistes qui marchent le mieux, la lutte contre la corruption.

Khomeyni voulait clairement un Etat théocratique, mais il a du **transiger face aux aspirations de la population**. L'actuel guide de la révolution (qui a l'essentiel des pouvoirs, même devant le président), l'ayatollah Khamenei, prend régulièrement le pouls des corps constitués. S'il y a une majorité contre son avis, il accepte de s'y rallier.

Une nouvelle génération est arrivée au pouvoir, qui n'appartient pas au monde des religieux, dont Ahmadinejad est un représentant. Elle n'a pas fait la révolution, mais a fait 10 ans de guerre contre Saddam Hussein. La solidarité ainsi créée au « feu » (à l'instar de ce qui s'est passé en France après 1918) explique certains aspects de la vie politique actuelle.

La séparation entre la sphère publique et privée

L'espace public est réellement très contrôlé, et présente un « visage » très puritain. « La rue iranienne est triste » nous dit M. Nicoullaud. Par contre quand la porte de la maison est refermée, les gens sont libres. La consommation d'alcool est classique, fumer de l'opium l'a été, même si cela est moins courant. L'important est que cela ne se voie pas à l'extérieur.

A titre d'illustration, lors d'un débat aux Etats-Unis, M. Ahmadinejad a été questionné sur l'homosexualité. Après avoir dit qu'elle n'existait pas en Iran, ce qui évidemment relève du pur langage doctrinaire, il a rajouté « **derrière les portes des maisons, les gens sont libres** ». Ce qui aux yeux de M. Nicoullaud fin connaisseur de la pensée iranienne, est tout à fait symptomatique de la vie en Iran, où l'espace privé est réellement libre.

Cela s'oppose aux vrais régimes totalitaires – par exemple en Europe de l'Est durant la guerre froide- où le régime « rentrait dans l'intimité des foyers ». Ambassadeur en Hongrie, M. Nicoullaud a été observateur de ces incursions matérialisées par exemple en Allemagne de l'Est, quand l'on demandait à des enfants dans le cadre d'une rédaction à l'école de décrire l'émission vue la veille. Avec la volonté toute politique de détecter les parents qui regardaient une émission d'Allemagne de l'Ouest ! Les exemples d'incitation à dénoncer les parents ou les enfants sont nombreux ... Cela est impensable en Iran.

La justice

Le tout est de ne pas se faire remarquer dans la sphère publique. Car si l'on est pris, on tombe entre les mains d'une « justice lamentable ».

L'Iran est un des pays qui fait le plus usage de la peine capitale (par pendaison).

M. Nicoullaud nous a rappelé les conclusions de Louis Jouanet, expert international pour l'ONU, qui a fait des évaluations du système judiciaire iranien. Lui qui est plutôt un thuriféraire de la liberté des juges, a eu pour l'Iran le commentaire suivant « **en Iran les juges sont trop indépendants** ». Et pour cause, le juge fait à peu près ce qu'il veut, se base sur la loi de son choix (loi écrite ou charia) et applique les peines qu'il juge adéquates ... Pour un même délit, on peut s'en sortir avec une peine mineure, ou être pendu ! L'arbitraire est total.

Il existe néanmoins un instrument d'ajustement : c'est la libération « informelle ». Ainsi notre intervenant nous relate le procès inique de juifs de Chiraz. Condamnés à plus de 10 ans d'emprisonnement pour espionnage au profit d'Israël, les condamnés juifs iraniens (et aussi quelques musulmans – pour faire bonne mesure) ont été libérés après quelques années, avec l'expresse recommandation de « ne pas se faire remarquer ». Rien d'écrit, rien de formel. L'informel est un instrument d'ajustement de l'arbitraire de la justice. Si cela n'efface certes pas les drames subis, cela contribue à les atténuer.

Le rapport avec le monde extérieur

Premier élément saillant de la relation avec le monde extérieur, c'est le **soutien indéfectible de la cause palestinienne**. Elle n'est pas le fait de l'homme de la rue, pour qui la Palestine est bien trop éloignée, mais du régime. Cela permet en réalité à ce dernier de se projeter (et de se fantasmer) comme l'avant-garde du monde islamique et le sauveur de tous les opprimés du monde. Nous sommes bien sûr ici dans le registre de l'irrationnel et du fantasme.

Pour les sunnites, **l'arc chiite** qui part d'Irak (à majorité chiite), traverse l'Iran, l'Arabie Saoudite, et remonte vers la Syrie et le Liban est ressenti par certains comme une menace. Néanmoins, il ne faut pas exagérer la cohésion de cet ensemble hétéroclite. Les aspirations nationales priment dans bien des cas sur le sentiment d'appartenance commune. Ainsi les chiites d'Irak suivent l'ayatollah Ali al-Sistani, plus haute autorité religieuse du pays entre Tigre et Euphrate, et non son équivalent iranien.

L'Iran, qui est souvent présenté comme agresseur, notamment en lien avec son soutien au terrorisme, se voit lui comme un **pays encerclé** : les Etats-Unis sont présents sur ses flans Est et Ouest, ainsi qu'au Sud du Pays puisqu'ils patrouillent dans le Golf Persique et dans la mer d'Oman.

Si l'on prend en compte que l'armée iranienne est très faible, et qu'en aucun cas ce peut être une armée de projection (de conquête) on comprend mieux la recherche de méthodes alternatives pour se défendre. Ces autres moyens sont –vous l'avez compris– l'appui à tous les mouvements qui peuvent, par tous les moyens, y compris le terrorisme, mettre en difficulté l'ennemi. C'est l'application de la **théorie du faible au fort**. Les deux outils de cette politique sont le Hezbollah, d'obédience chiite, et le Hamas, avec qui les liens sont plus distendus.

Ainsi on se souvient des deux attentats de Beyrouth, en octobre 1983 où 250 marines et 60 soldats français ont trouvé la mort. C'était la réponse du régime iranien à la livraison de Super-Étendard¹ à l'armée de Saddam Hussein pour détruire les terminaux pétroliers iraniens.

¹ Le Super-Étendard est un avion d'attaque et de chasse français construit par Dassault.

Le nucléaire

L'Iran a lancé un programme durant la guerre avec l'Irak, ... alors que l'ennemi Irakien avait lui-même lancé son programme. Du côté iranien, les progrès ont été minces. Sur une échelle de 1 à 100 (100 étant l'accès à l'arme atomique) M. Nicoullaud estime l'avancée de l'Iran entre 3 et 5 au moment où le monde entier commence à s'intéresser, en 2002, au dossier iranien.

Ce dossier est embarrassant pour l'Occident car le nucléaire est une technologie duale, que l'on peut utiliser pour la production d'électricité ou pour faire des armes. Si les Nations unies ont une légitimité pour interdire l'accès à l'arme atomique, personne ne peut empêcher l'accès à la production d'énergie civile.

Le développement du nucléaire civil et militaire a un tronc commun, avant de nécessiter des méthodes séparées (fourche). **L'Iran est encore en amont de la fourche.**

Son objectif semble donc pour l'instant de progresser dans la maîtrise du cycle, ce qui leur laissera par la suite le choix entre un développement uniquement civil, et/ou militaire.

Le temps d'accès à la bombe sera de toute manière long (à moins d'une forte aide extérieure) ne serait-ce que pour obtenir une bombe « artisanale ». Sans parler des problèmes de miniaturisation qui vont -pour être convenablement maîtrisés- demander encore plus de temps et de moyens. Israël, par comparaison, a mis presque 20 ans à maîtriser l'ensemble de la technologie et à se doter d'un arsenal important, et a procédé à au moins un essai.

La société civile

La société civile présente des signes de modernité.²

Ainsi le contrôle des naissances, voulu par le régime, a conduit le pays à avoir un taux de natalité de deux enfants par femmes (égal au niveau français).

Autre exemple, le taux de divorce est assez élevé, et est souvent du fait des femmes.

Le rapport avec l'Etat est très différent de ce que l'on connaît en France. Notamment parce que les citoyens ne sont pas comme en France des « contribuables » au sens propre du terme.

- En France, les impôts servent à alimenter l'Etat, et les contribuables ont donc un droit de regard.
- En Iran l'impôt est totalement symbolique. Et inversement, la population reçoit les dividendes de la rente pétrolière. C'est donc l'Etat qui a un droit de regard.

Le jeu de la société avec l'Etat est donc subtil. Même si l'Etat n'est pas forcément apprécié, du fait de cette dépendance, il est relativement préservé.

En outre, **la révolution et ses horreurs ont fortement marqué les esprits.** La population ne veut pas revivre cela. **Elle préfère rechercher des espaces de liberté dans les interstices laissés vacants par le régime.**

Tout ceci fait dire à notre intervenant qu'il n'y a pas de signes avant-coureurs de nouvelle révolution.

² Sur ce point, on pourra consulter avec intérêt l'étude menée par le Club des Vigilants intitulée « Les devenir iraniens - Etude sociologique à distance de l'évolution de la société iranienne », menée par M. Demuth (septembre 2007). <http://www.clubdesvigilants.com/mt-static/pdf/070913-Iran.pdf>

Perspectives d'avenir

Ce dernier paragraphe reprend notamment des sujets soulevés durant le débat.

Concernant les prochaines élections :

- Reza Chah n'a selon notre intervenant aucune chance de venir un jour à la tête du pays. Quelque soit la perception des privations engendrées par le régime islamique et l'envie étouffée de modernité, le retour du fils du Chah serait trop symbolique d'un retour en arrière.
- Khatami a dit qu'il allait se représenter. Mais les souvenirs de son mandat raté sont encore trop frais dans les esprits. Trop d'espoirs de réforme ont été déçus. Si la population est plus ou moins consciente qu'il n'a eu aucune marge de manœuvre face aux conservateurs, elle ne comprend pas qu'il n'ait pas eu le courage de démissionner.
- Il semble en définitive qu'**Ahmadinejad soit le mieux placé**. Il a gagné un appui populaire en sachant jouer de l'exaltation patriotique.
- Mais faire un pronostic est difficile. Comme expliqué plus haut, les élections iraniennes ont parfois offert de grandes surprises...

Concernant les relations avec les Etats-Unis :

- La société civile n'est pas aussi anti-américaine que l'on peut le penser, bien au contraire.
- Le nouveau président des Etats-Unis a dit qu'il voulait renouer le dialogue, mais semble mal parti. Il a en effet posé comme préalable un arrêt « du programme nucléaire militaire » et un arrêt « du terrorisme ». Ces conditions préalables au dialogue seront comme par le passé balayées par le régime, qui aura beau jeu de dire qu'il ne recherche pas la bombe et que les terroristes, ... se sont les Etats-Unis ! (voir le paragraphe sur le combat asymétrique et la réponse du faible au fort). En posant des préalables que le régime islamique refusera, Barack Obama risque de s'enfermer dans une **impasse diplomatique**.³

Concernant la bombe :

- La volonté de posséder l'arme nucléaire (si elle existe) n'est pas à l'encontre du Pakistan, puissance nucléaire avérée, mais qui cherche exclusivement à se protéger de l'Inde. Elle est contre Israël (autre puissance nucléaire), dans une logique **d'équilibre de la terreur**.
- Néanmoins, cette logique « se retourne » diplomatiquement contre l'Iran. Car la recherche de la bombe valide le discours de ceux qui voient en l'Iran un danger, et **justifie le sentiment de menace existentielle de l'Etat Hébreu**. Cela entraîne par ricochet un soutien indéfectible des pays occidentaux à Israël, assorti d'une aide sans condition des Etats-Unis. Ainsi paradoxalement la recherche de la bombe par l'Iran prive les Etats occidentaux, et notamment les Etats-Unis, d'un **espace de négociation** avec Israël, notamment pour un règlement négocié de la question palestinienne.

L'effet des sanctions est limité.

- Celles issues du Conseil de Sécurité des Nations Unies sont légères à cause de l'action de la Russie et de la Chine qui ont voulu protéger un allié.
- Les sanctions unilatérales des Etats-Unis (interdiction de tout commerce stratégique) font « plus de mal » à l'Iran. Elles empêchent notamment la remise à niveau des infrastructures pétrolières dont une bonne part date ... du Chah ! Dans l'industrie pétrolière les brevets américains sont incontournables et leur utilisation est donc soumise à l'accord de leurs propriétaires. La conséquence en est une baisse continue de la production iranienne.
- Est-ce pour autant que l'Iran va céder ? Une réflexion historique tendrait à dire que non ! M. Nicoulaud pense que « le régime va tenir jusqu'à l'ultime limite ».

³ M. Nicoulaud a participé à un groupe de travail piloté par Jacques Andréani, au sein du Club des Vigilants, et dont est sortie une étude intitulée « Conséquences d'une intervention militaire américaine en Iran - Risques du statu quo »
<http://www.clubdesvigilants.com/mt-static/pdf/080630-Iran.pdf>

- Avec l'arrivée de M. Sarkozy, la politique française a plus varié de ton que de forme. En tout cas, l'Iran a perçu un ton plus « méchant » de la part de l'actuel chef de l'Etat que de son prédécesseur. L'Iran a essayé, évidemment sans succès, « d'introduire un coin » dans l'alliance Etats-Unis/France en jouant sur les aspirations à l'indépendance diplomatique de la France vis-à-vis de son puissant allié américain,

Jérôme Bondu

Sur le même sujet, vous pouvez lire la présentation de l'ouvrage de M. Nicoullaud « Le turban et la rose : Journal d'un ambassadeur en Iran ». <http://www.inter-ligere.net/article-27465733.html>

Annexe : Les grandes dates de la République islamique

- 16 janvier 1979 Après plusieurs mois de manifestations, le **chah d'Iran** part en exil.
- 1er février **L'ayatollah Khomeyni** fait un retour triomphal **en Iran**.
- 4 novembre Un groupe d'"étudiants" islamistes occupe **l'ambassade des Etats-Unis** et prend en otages 63 diplomates américains.
- 7 avril 1980 Les Etats-Unis rompent leurs relations diplomatiques avec la République islamique et imposent des sanctions économiques.
- 22 septembre **L'Irak ouvre les hostilités** en envahissant le sud de l'Iran. Le conflit durera huit ans, faisant 1 million de morts.
- 20 janvier 1981 52 diplomates américains, qui ont été retenus en otages 444 jours, sont libérés.
- 21 juin 1981 Khomeyni destitue le premier -président de la République islamique, Abolhassan Bani Sadr.
- 2 octobre 1981 **Ali Khamenei devient président**.
- 18 juillet 1988 L'ayatollah Khomeyni accepte de boire "la coupe de poison", selon ses termes, c'est-à-dire la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui met fin à la guerre Iran-Irak.
- 4 juin 1989 **Mort de Khomeyni. Ali Khamenei devient guide suprême**.
- 28 juillet 1989 Ali Akbar Hachemi **Rafsandjani devient président de la République**. Il adopte une politique pragmatique d'ouverture économique, mais, sur le plan politique, il multiplie les assassinats d'opposants, notamment à l'étranger.
- 23 mai 1997 **Le réformateur Mohammad Khatami est élu président**, sur un programme de réformes.
- 1998 **Série de meurtres** visant des intellectuels -critiques du régime. Selon les autorités, un élément "isolé" des services de renseignements, Saïd Emami, est à l'origine de ces meurtres.
- 9 juillet 1999 Les manifestations d'étudiants commencent le 18^e jour du calendrier iranien, à la suite de la fermeture du journal réformiste Salaam. Ces **manifestations sont durement réprimées**.
- Août 2002 L'existence du programme nucléaire iranien est révélée par les Moudjahidin du peuple, groupe d'opposants en exil. L'Agence internationale de l'énergie atomique cherche à déterminer si ce programme a des fins civiles – comme l'affirment les autorités – ou militaires.
- 24 juin 2005 Le maire de Téhéran, Mahmoud **Ahmadinejad, gagne la présidentielle**, en promettant de "mettre l'argent du pétrole sur la table des Iraniens".
- 27 septembre 2008 Le Conseil de sécurité de l'ONU vote une quatrième résolution contre l'Iran, qui **refuse de suspendre l'enrichissement de l'uranium**.